CSN
# unité

Conseil central
du Montréal métropolitain
www.ccmm-csn.qc.ca

octobre 2007
Volume 21, numéro 8

## Premier Forum social québécois

## 5 000 militantes et militants envahissent le Quartier Latin

Retour au travail des employé-es du Cimetière Notre-Dame-des-Neiges
page 4

Bilan du Forum social québécois
pages 5 à 8

Campagne pour l'éducation des femmes afghanes
page 9

unité

L'organe officiel
du Conseil central du Montréal métropolitain (CSN)
est publié à 3100 exemplaires
P.P. 40064900
ISSN 1718-1178
**Responsable** : René Charest
**Coordination et rédaction** : Diane Lapointe
**Conception graphique** : Jean Gladu et Sophie Marcoux
**Montage**: Linda Rodrigue
**Photographies** : Alain Chagnon, Michel Giroux, Linda Rodrigue
**Impression** : Imprimerie CSN
**Distribution** :
Module de distribution de la CSN
1601, avenue De Lorimier
Montréal (Québec) H2K 4M5
http://www.ccmm-csn.qc.ca
Pour abonnement :
linda.rodrigue@csn.qc.ca
Téléphone : 514-598-2021
Télécopieur : 514-598-2020

## À l'agenda

### Octobre

**1er, 2 et 3**
Exécutif syndical I

**3**
Assemblée générale

**10 et 11**
Formation
Les Réseaux d'entraide

**15**
Secrétariat préalable: exécutif syndical I

**16**
Comité de surveillance

**17 et 18**
Délégué-es de département

**22 et 23**
Initiation à la santé et sécurité

Coup d'œil sur l'assemblée générale

# Les suites du 33e Congrès

Le 12 septembre, c'est une direction politique nouvellement élue qui a donné le coup d'envoi à la première assemblée générale du nouveau mandat 2007-2010. Au terme du 33e Congrès du Conseil central du Montréal métropolitain (CSN) de juin dernier, 16 propositions ont été référées pour adoption à cette assemblée de la rentrée.

Dès l'ouverture, le président du CCMM-CSN, Gaétan Châteauneuf, a fait un appel à la mobilisation et à la solidarité de tous les syndicats pour faire face aux nombreux défis du mouvement syndical, dont celui de retrouver le droit de négocier en référence, entre autres, à la lutte que mènent actuellement les travailleuses et travailleurs du Cimetière Notre-Dame-des-Neiges et de la Société de transport de Montréal pour le renouvellement de leur convention collective et contre l'ingérence du gouvernement dans leur conflit de travail. Il a salué le courage et la détermination des syndicats de l'Hôpital Sacré-Cœur qui se mobilisent pour contrer le projet de la direction de l'établissement de transférer 1 200 patients en chirurgie par année vers la clinique privée RocklandMD, ainsi que celui des membres du Syndicat des chargées et chargés de cours de l'UQAM qui débutent l'opération «Le Carré Bleu » en soutien à leur institution. Par cette campagne, ils veulent dénoncer le mépris et l'arrogance dont fait preuve le gouvernement à l'égard de l'UQAM, aux prises avec de graves difficultés financières dues au sous-financement de l'État.

Les délégué-es ont donné l'aval à une campagne de solidarité en appui aux femmes et aux jeunes filles afghanes pour leur permettre d'avoir accès à des services scolaires. Vous trouverez tous les détails de cette campagne en page 9 de la présente édition ●

## Formation

*Un réseau d'entraide dans mon syndicat*

*10 et 11 octobre 2007*
*26 et 27 mars 2008*

*Je m'inscris ... 514-598-2005*

## Invitation aux responsables syndicaux en santé et sécurité au travail

**5 à 7** du comité santé et sécurité du conseil central organisé dans le cadre de la Semaine nationale de santé et sécurité au travail

**le mardi 16 octobre 2007**
**à la salle A de l'édifice de la CSN**
**1601, avenue De Lorimier**
**Montréal**

Confirmez votre présence au (514) 598-2021

**Organisme régional affilié à la Confédération des syndicats nationaux (CSN), le Conseil central du Montréal métropolitain regroupe 90 405 membres du secteur public et du secteur privé, répartis au sein de 400 syndicats sur le territoire de Montréal, de Laval et du Grand nord québécois.**

**www.ccmm-csn.qc.ca**

Conseil central du Montréal métropolitain CSN



éditorial

Forum social québécois

# Un désir collectif de vivre une nouvelle démocratie

Par René Charest
secrétaire général du CCMM-CSN

Le premier Forum social québécois a connu un grand succès. Il est important de souligner certains aspects entourant ce grand événement tenu à l'UQAM du 23 au 26 août. En gestation depuis plusieurs années, ce forum social a connu plusieurs crises avant, finalement, de devenir un événement majeur. N'eût été de la détermination de militantes et de militants de l'Alter-UQAM qui ont tenu mordicus à organiser ce rendez-vous, il n'aurait jamais eu lieu. Il faut leur rendre justice pour cette initiative.

Alors que les membres de l'assemblée de coordination avaient fixé un objectif de 2 500 à 3 000 participantes et participants, plus de 5 000 personnes provenant de toutes les régions du Québec s'y sont rassemblées pour participer aux 450 activités programmées. À l'issue de l'Assemblée des mouvements sociaux, le dimanche 26 août, près de 2 000 personnes ont défilé dans les rues de Montréal pour proclamer haut et fort qu'un autre Québec est en marche.

## Une volonté collective de démocratie

Considérant l'ampleur de ce forum, nous tenterons d'en mesurer le succès. Disons d'emblée que les milliers de participantes et de participants se sont déplacés pour connaître les enjeux sociaux et politiques du Québec, et ailleurs dans le monde, ainsi que pour débattre des perspectives de luttes concrètes à mener contre le néolibéralisme. Pour ma part, je suis intervenu dans plusieurs ateliers sur l'avenir du mouvement altermondialiste et de la gauche au Québec. J'ai été étonné par la qualité des débats et des questions posées par des hommes ou des femmes de différents milieux et de tout âge.

Nous pouvons affirmer, qu'au Québec, il existe un désir collectif de vivre une nouvelle démocratie telle que nous l'avons proposée lors du dernier congrès du conseil central en juin dernier.

## Quelles sont les retombées de ce forum?

Bien sûr, personne ne peut prévoir les retombées réelles de cet événement. Nous avons entendu quelques militantes et militants affirmer que les retombées de l'Assemblée des mouvements sociaux seraient presque nulles. Nous ne pouvons dire que cette assemblée aura permis d'unifier les différentes luttes sectorielles au Québec et de dégager une perspective large de lutte au néolibéralisme.

Cependant, nous travaillerons à bâtir l'unité des forces progressistes du Québec, notamment lors de la journée d'action à portée internationale qui aura lieu le 26 janvier 2008. Dans ce sens, c'est la responsabilité qui incombe aux militantes et aux militants du Québec de développer de nouvelles perspectives de luttes sociales et politiques contre la droite.

## Les tâches du mouvement syndical

Le Forum social québécois a été un événement positif dans la mesure où il aura permis la cohabitation et les échanges entre les militants et les militantes du mouvement syndical et du mouvement altermondialiste. Il s'agit en quelque sorte d'un précédent au Québec. Nous ne pouvons parler, à ce stade-ci, d'un rapprochement réel entre ces deux mouvements, mais les modalités d'échanges sont potentiellement en place.

En attendant, le mouvement syndical a une lutte spécifique et majeure à mener qui s'inscrit dans une perspective de lutte générale contre les politiques néolibérales : celle pour le droit de négocier et le droit de grève. Pour le Conseil central du Montréal métropolitain (CSN), cette question est cruciale. Le conflit de travail à la Société de transport de Montréal et celui du Cimetière Notre-Dame-des-Neiges entraînent des campagnes de peur et de confusion de la part du gouvernement du Québec qui agit d'une manière irresponsable.

Dans l'immédiat, nous allons devoir discuter des conditions qui devront être mises en place afin de résister à ces attaques qui visent à museler nos organisations qui cherchent à défendre, en toute légitimité, les droits syndicaux et sociaux ●

Cimetière Notre-Dame-des-Neiges

## Une proposition syndicale accélère le retour au travail

Les membres du Syndicat des travailleuses et travailleurs du Cimetière Notre-Dame-des-Neiges ont repris leur travail, le 10 septembre, à la suite de la levée du lock-out décrété par la direction du cimetière contre ses 130 employé-es en mai dernier.

À l'issue de l'assemblée générale du 3 septembre, une proposition syndicale a été soumise à l'employeur en vue de préserver leur droit de négocier et de mettre un terme au deuil inachevé des familles des défunts. Cette proposition aura permis d'en arriver à la signature d'un protocole temporaire de retour au travail à raison de quatre jours par semaine, jusqu'à la conclusion d'une entente définitive pour le renouvellement de la convention collective échue depuis décembre 2003. Si aucune entente n'intervenait à court terme, le syndicat se réserve le droit de poursuivre la grève à raison d'une journée par semaine.

Entre-temps, la campagne de solidarité en appui au STT du Cimetière Notre-Dame-des-Neiges se poursuit. Vous pouvez faire parvenir votre don de 25 $ au nom du syndicat, au 1601, avenue De Lorimier, Montréal H2K 4M5 ●

Négociations Urgence-Santé

## Revaloriser la profession des ambulanciers-paramédics

Sans convention collective depuis le 30 juin 2005, le Syndicat du pré-hospitalier (FSSS-CSN), qui représente les 800 ambulanciers-paramédics de Montréal et de Laval, a déposé la semaine dernière ses demandes pour le renouvellement de la convention collective à la direction de la Corporation Urgences-Santé. Aux prises avec des conditions de travail très exigeantes, tant au niveau physique que psychologique, le syndicat souhaite profiter de cette négociation pour revaloriser la profession d'ambulancier-paramédic et faire des avancées importantes au chapitre de l'organisation du travail afin de réduire les heures supplémentaires et la charge excessive de travail.

Les membres du Syndicat du pré-hospitalier (FSSS-CSN) doivent être prêts à répondre annuellement à près de 340 0000 appels dans un contexte de rétention de la main-d'œuvre ●

Université Concordia

## La grève des employé-es de soutien technique évitée

Une entente de principe a été conclue, le 2 septembre, entre la direction et le Syndicat des employé-es de soutien technique de l'Université Concordia, affilié à la CSN, pour le renouvellement de leur contrat de travail échu depuis le 31 août 2002.

Espérant en arriver à un règlement satisfaisant avant la rentrée scolaire, les salarié-es avaient voté à 95 %, le 30 août, en assemblée générale, en faveur de moyens de pression pouvant aller jusqu'à la grève générale illimitée. Les principaux enjeux de cette négociation étaient les salaires et l'accès au même programme de pré-retraite à 55 ans que celui de leurs collègues de l'université ●

## RocklandMD est un très mauvais remède

**Le 9 août, les syndicats FSSS-CSN de l'hôpital Sacré-Cœur ont vivement dénoncé le projet de la direction de leur hôpital de transférer 1200 patients en chirurgie chaque année à la clinique RocklandMD, un faux remède qui aggraverait la pénurie de personnel infirmier. Sur la photo de gauche à droite : Catherine Tremblay, présidente du STT de l'Hôpital Sacré-Cœur; Serge Nemey, vice-président du Syndicat de professionnel-les en soins infirmiers et cardiorespiratoires de l'Hôpital Sacré-Cœur; Françine Lévesque, présidente de la FSSS-CSN et Gaétan Châteauneuf, président du CCMM-CSN. www.fsss.qc.ca**

Premier Forum social québécois

## L'événement social de l'été

**Jamais le Québec n'a connu pareil rassemblement de la gauche dans toute son histoire.**

### Un espace de liberté et de solidarité

Du 23 au 26 août, 5 000 personnes ont envahi le Quartier latin. Groupes communautaires, sociaux, syndicaux, étudiants, féministes, LGBT, autochtones, écologistes... tout le Québec progressiste s'était donné rendez-vous pour trois jours de délibérations et d'échanges à l'Université du Québec à Montréal.

Après des mois de préparatifs intenses, les organisateurs du Forum social québécois ont livré une programmation vertigineuse offrant plus de 450 activités, des grandes conférences publiques avec invités internationaux, des ateliers, des dizaines de manifestations culturelles, 70 kiosques, 4 000 repas distribués gratuitement dans le cadre de l'événement Écofest tenu à la Place Émilie-Gamelin, une assemblée des mouvements sociaux et enfin, une marche de clôture dans les rues de Montréal.

La participation de milliers de citoyennes ou citoyens, militantes ou militants issus des mouvements sociaux et d'organisations diverses, tels la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et le Conseil central du Montréal métropolitain (CSN), de 450 bénévoles, d'une centaine d'artistes engagés, des conférencières et conférenciers chevronnés, et un comité organisateur hors pair, ont fait de ce premier forum social québécois une réussite sans précédent ●

Le Forum social québécois

# L'émergence d'une nouvelle culture politique citoyenne

**Discuter des enjeux ou défis de notre société peut sembler facile autour d'une table, mais à 5 000 personnes, ce n'est pas évident. Partager des thématiques aussi larges que la pauvreté, la discrimination, l'exclusion, les inégalités, l'exploitation des ressources, la consommation irresponsable, la privatisation des services publics, la guerre et la sécurité, la négation des libertés individuelles et du bien-être collectif... et arriver à dégager des stratégies communes, l'est encore moins. C'est pourtant le pari qu'a su relever le Forum social québécois en offrant ce vaste lieu d'échanges et de paroles qui aura permis de faire converger pour une première fois toutes les luttes sociales du Québec. Un consensus s'en dégage : l'absolue nécessité de combattre le néolibéralisme et de construire une société plus juste, plus égalitaire, plus humaine, plus écologique, plus solidaire, ici comme ailleurs dans le monde.**

## Les ateliers du FSQ
## Des lieux de convergence et d'inspiration

Une quinzaine d'ateliers ont été organisés par la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et ses organismes affiliés ou en coalition avec différents organismes partenaires. Les vendredi et samedi, les thématiques étaient variées et les choix difficiles à faire car plusieurs activités se tenaient simultanément dans des locaux adjacents de l'UQAM. Nous vous présentons ici un bref aperçu des ateliers.

**Karine Rondeau, de l'organisme Droit de cité; Claudette Carbonneau, présidente de la CSN; Mireille Bénard, du module syndicalisation de la CSN; Caroline Joly, du STT Urgel Bourgie; et Céline Gillier Amrouche, déléguée de la CFDT de France, intervenantes à l'atelier des jeunes.**

### Les jeunes et le syndicalisme, est-ce dépassé ?

Que penser de l'affirmation à l'effet que les syndicats sont une affaire de vieux ? Qu'ils sont un frein au développement du Québec ? L'ancienneté empêche-t-elle les jeunes de faire leur place sur le marché du travail ? Voilà quelques questions auxquelles les jeunes de l'atelier organisé conjointement par la CSN et le CCMM-CSN ont pris grand plaisir à répondre. « Le syndicalisme, c'est une école sociale », a affirmé une participante. « Il véhicule des valeurs de solidarité, de démocratie et d'émancipation.» Pour d'autres, les conditions de travail des plus jeunes et des plus âgés ne sont pas différentes : les politiques néolibérales touchent de la même façon les travailleuses et travailleurs indépendamment de leur âge. La salle a éclaté de rire lorsqu'un jeune a déclaré que « dans la fonction publique, les vieux sont en voie de disparition ». Tout cela dans une atmosphère des plus sympathiques et détendues...

### Milieux de travail, environnement et développement durable

Organisée conjointement par le comité environnement et développement durable du CCMM-CSN et le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP), cette table ronde a démontré que la privatisation a un impact négatif sur notre capacité de lutter de façon démocratique à l'amélioration de notre environnement. Les conférencières et conférenciers ont fait ressortir la nécessité pour les syndicats de jouer un rôle actif dans la lutte pour un environnement plus sain. Quant aux entreprises, elles doivent mettre en place et promouvoir des modes de transport alternatifs à l'automobile auprès de leurs employé-es.

**De gauche à droite : Geneviève Handfield, du Centre de gestion des déplacements de Côte-des-Neiges; Benoît Tessier, du Centre de gestion des déplacements du centre-ville; Donald Lafleur, du STTP; Dominique Daigneault, vice-présidente du CCMM-CSN; et Gilles Bourque de Fondaction (CSN)**

### Néolibéralisme et enseignement collégial

Le réseau des cégeps subit d'énormes pressions dues aux politiques néolibérales des gouvernements qui se sont succédé à Québec. Le sous-financement chronique du réseau compromet la réalisation de son mandat qui est d'offrir un enseignement supérieur de qualité. C'est ce qui est ressorti de l'atelier organisé par la Coalition-Cégeps qui a rappelé que le réseau fête ses 40 ans d'existence cet automne. Pour cette coalition, il importe que le gouvernement québécois s'engage à réinvestir dans le réseau des cégeps à la hauteur de ses besoins réels afin de permettre son plein développement. Conférencier invité à cette activité de réflexion, Claude Vaillancourt, professeur au collégial et secrétaire général de l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne, a expliqué, quant à lui, que les accords commerciaux à grande échelle, issus de la libéralisation économique, constituaient des entraves à la mission des institutions d'enseignement supérieur. À son avis, les conséquences les plus inquiétantes du sous-financement du réseau sont la commercialisation et la privatisation de l'éducation. Il préconise de forcer d'urgence le débat public sur cette importante question.

### Les enjeux et les impacts de la privatisation du réseau de la santé et des services sociaux

Organisé par la Coalition Solidarité Santé et la Coalition des médecins pour la justice sociale, cet atelier a attiré plus d'une centaine de participantes et participants venus entendre différents points de vue, dont celui de Jean Dulac, représentant de la Confédération générale du travail (CGT) de France. Il fut question, entre autres, du rétrécissement du rôle social de l'État dans le domaine de la santé et des services sociaux et des conséquences sur la prestation des services publics, au Québec comme en France. À la fin de la journée, dans l'atelier *Pour une résistance québécoise citoyenne et solidaire*, la Coalition Solidarité Santé a rappelé que ce sera « l'automne de tous les dangers » avec les travaux du groupe de travail Castonguay, le colloque du Collège des médecins et les suites de la loi 33, ce qui aura pour effet de fragiliser davantage le système public de santé.

**Jean Dulac, délégué de la Confédération générale du Travail (CFDT) de France, invité par la CSN au Forun social québécois**

**Pamela Stapleton de la Manchester Business School du Royaume-Uni.**

### Les PPP et les services publics, leçons du Royaume-Uni et de la France

Partout dans le monde, les gouvernements présentent les partenariats public-privé comme la solution miracle pour sauvegarder et financer les services à la population. Mais qu'en est-il véritablement du coût social et économique de cette forme de privatisation des services publics ? Pour jeter un éclairage nouveau sur cette question, la CSN a réuni autour d'une même table Pamela Stapleton de la Manchester Business School du Royaume-Uni; Jean Dulac, de la CGT de France; Louis Roy, vice-président de la CSN; et Andrée Lapierre, conseillère syndicale à la CSN. Les conférenciers invités ont fait une démonstration peu reluisante des modèles de PPP implantés en France et en Angleterre. Chiffres à l'appui, ils ont prouvé que les infrastructures construites en partenariat public-privé ont généré des dépassements budgétaires beaucoup plus élevés que s'ils avaient été financés à même les budgets publics, entre autres, à cause du facteur de risque encouru par les entreprises ou d'une mauvaise gestion de la part des entrepreneurs. De plus, il s'est avéré que les PPP exercent une pression à la baisse sur les salaires et l'emploi.

### Les accommodements raisonnables et la place de la religion dans l'espace public

C'est dans une salle remplie à pleine capacité que s'est tenue cette activité organisée par le comité immigration et relations ethnoculturelles sous la responsabilité de Manon Perron, trésorière du CCMM-CSN. L'intérêt de cette activité s'explique par le débat public suscité par la Commission Bouchard-Taylor. Pour être en mesure de bien suivre le débat, les conférencières et conférencier ont donné à tour de rôle leur définition des accommodements raisonnables, pour ensuite aborder avec l'assistance des questions telles que la place de la religion dans l'espace public, la citoyenneté et la laïcité de l'État, l'intégration et le respect mutuel, la question identitaire, les valeurs fondamentales de la société québécoise, dont l'égalité des femmes et des hommes. Des débats sereins et très révélateurs de l'opinion publique sur cette fragile question.

**Le comité a invité pour l'occasion : Jean-Claude Icart, sociologue et chercheur; Rachida Azdouz, vice-doyenne à l'éducation permanente de l'Université de Montréal; et Micheline Labelle, professeur à l'UQAM et directrice du Centre de recherche sur l'immigration, l'ethnicité et la citoyenneté (animatrice de l'atelier).**

### Militer pour les droits des LGBT dans un monde néolibéral

Malgré les gains politiques obtenus, les groupes de défense des droits des LGBT (lesbiennes, gais, bisexuels et transgenres) sont victimes des politiques néolibérales qui ne cessent d'engendrer la pauvreté, la discrimination, la précarité en emploi et la diminution de la qualité de vie au travail des LBGT. Dans un tel contexte, comment s'identifier comme militantes ou militants politiquement engagés ? Pour en discuter, le comité LGBT du conseil central a fait appel à Francis Lagacé, président du Syndicat des chargé-es de cours de l'Université de Montréal; à Line Chamberland, professeure à l'Institut de recherches et d'études féminines; et à Jacques Tricot, responsable de l'information au STT du CSS Lucille Teasdale. Des débats fort intéressants, semble-t-il.

**De gauche à droite : Françis Lagacé, Line Chamberland, Jacques Tricot.**

Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP)

# Nouvelle phase du néolibéralisme en Amérique du Nord

Au sortir du Sommet de Montebello tenu les 20 et 21 août, le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), dont fait partie le CCMM-CSN, s'est associé à ses partenaires du Canada anglais (Common Frontiers), des États-Unis (l'Alliance for Responsable Trade) et du Mexique (le Réseau mexicain d'action face au libre-échange) pour faire connaître à l'intérieur du Forum social québécois les conséquences du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP). Cette initiative des élites économiques et politiques du Canada, des États-Unis et du Mexique consiste à pousser plus loin l'intégration des trois pays, à l'insu des populations et sans débat public, vers la création d'une « communauté économique sécuritaire de l'Amérique du Nord », telle que définie par les chefs des gouvernements canadien, américain et mexicain lors du Sommet à trois au Texas, en mars 2005.

Selon les témoignages qu'ils ont livrés au FSQ, il n'y a aucun doute que ce partenariat, orchestré par les grandes entreprises du secteur privé, menace les droits et libertés des citoyennes et citoyens de tout l'Amérique du Nord, porte atteinte à nos ressources naturelles ainsi qu'à nos politiques publiques, et favorise l'escalade militaire.

« La consolidation du travail en réseaux est donc primordiale, en terme d'alliances multisectorielles au plan national bien sûr, mais aussi au-delà des frontières, en misant sur un dialogue entre les forces sociales dans chacun des pays d'Amérique du Nord et sur la mise en commun de stratégies d'action », ont-ils affirmé.

Les organismes intéressés à organiser des sessions de formation sur le PSP ou à se procurer un document argumentaire sur le PSP peuvent téléphoner au (514) 383-2266 poste 222 www.rqic.alternatives.ca

Assemblée des mouvements sociaux

# UniEs pour l'avenir du Québec et du monde

À l'instar du Forum social mondial de 2001, le Forum social québécois a clôturé ses travaux, le dimanche 26 août, par une assemblée des mouvements sociaux où plus de 500 personnes pouvaient s'exprimer sur la conjoncture et tenter de rallier l'assistance aux plans d'action qu'ils souhaitaient mettre en commun après deux jours d'échanges et de délibérations.

Cet événement a donné lieu à un des moments forts du forum : la lecture à haute voix de l'Appel solidaire des mouvements sociaux *UniEs pour l'avenir du Québec et du monde* signé par environ 125 groupes et organisations présents au forum. Les participantes et participants ont convenu d'une semaine de mobilisation en janvier 2008 qui se terminera le 26 janvier, journée mondiale d'action du Forum social mondial à laquelle participeront des milliers d'organisations à travers le monde. L'événement a pris fin par une marche de 2 000 personnes dans les rues de Montréal. L'Appel solidaire des mouvements sociaux peut être consulté sur le site du conseil central www.ccmm-csn.qc.ca

**De gauche à droite : Samuel Brien, Michel Rioux, Maguy Metellus et Michèle Bousquet ont fait lecture de l'Appel solidaire des mouvements sociaux avec brio.**

## La CSN au Forum social québécois Bravo aux bénévoles !

Campagne de solidarité 2007-2008

# Le droit à l'éducation pour les femmes afghanes

**Les longs conflits en Afghanistan ont limité l'accès aux jeunes filles et aux femmes à l'éducation au point qu'actuellement, la population féminine compte près de 80 pour cent d'analphabètes, selon l'Organisation des Nations Unies.**

L'Afghanistan a connu plusieurs guerres et occupations depuis 1980. Les femmes et les jeunes filles afghanes sont privées de l'exercice de droits fondamentaux et ce, depuis fort longtemps. La fin du régime des Talibans n'a pas tout réglé. La violence et l'intimidation font encore partie du quotidien de ces femmes et jeunes filles. Même si en théorie, elles ont maintenant récupéré le droit à l'école, il y a tout un système d'éducation à remettre sur pied pour que l'accès soit réel. Les infrastructures et les outils de base font cruellement défaut. En 2006, 120 écoles publiques ont été incendiées et 10 enseignants ont été tués, alors que 273 établissements scolaires ont été détruits en 2005.

Pour répondre aux besoins criants de la population, l'organisme OXFAM estime qu'il lui faudrait reconstruire 7 800 nouvelles écoles d'ici cinq ans et sollicite conjointement avec l'UNICEF, l'ONU et l'Union européenne le soutien financier des pays occidentaux.

### Appui du CCMM-CSN

Depuis 2002, la CSN soutient une campagne de solidarité avec les femmes afghanes. Une nouvelle phase a été entreprise en 2006-2007 assurant la pérennité du fonctionnement des classes qui ont été ouvertes grâce au financement récolté dans le mouvement depuis cinq ans. Cet argent est remis à l'organisme canadien de solidarité internationale *Droits et démocratie.*

Après le Conseil central du Saguenay-Lac St-Jean et de la Fédération des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ-CSN), le Conseil central du Montréal métropolitain et la Fédération des employées et employés de services publics (FEESP-CSN), par le biais de leur comité de condition féminine, seront les parrains à leur tour de la campagne de financement 2007-2008 qui permet d'offrir des services scolaires aux femmes et jeunes filles afghanes.

D'ici quelques semaines, les syndicats affiliés au conseil central seront invités à contribuer à cette campagne d'appui par l'achat de l'objet de solidarité que le CCMM-CSN met en vente au coût de 2 $. Les sommes recueillies serviront à l'achat de matériel scolaire ainsi qu'à défrayer le salaire du personnel enseignant. Pour plus d'informations, contactez le conseil central au (514) 598-2021

## La Caisse d'économie solidaire au Brésil

**Gilmar Carneiro, président de ECOSOL (Brésil), et Claude Dorion coordonnateur de DSI.**

Au Brésil, la Caisse d'économie solidaire participe à la promotion des outils collectifs de la CSN, tels Fondaction, Bâtirente, MCE Conseil et ceux de la caisse, afin de mieux développer la finance sociale et solidaire. L'initiative est portée par la CSN et la Central Única dos Trabalhadores (CÚT) du Brésil. La CÚT compte 7,7 millions de membres et représente 22,5 millions de personnes. Le compagnonnage se déroule avec le Sud, le Sud-Est et Nord-Est du Brésil. L'objectif est d'accroître l'accessibilité au financement de 21 coopératives financières (ECOSOL) ainsi que de 80 coopératives de production et entreprises solidaires (UNISOL) œuvrant dans différents secteurs, dont le recyclage, le métal, le textile et les services.

L'enjeu reflète la taille et la nature du pays : énorme et complexe. Le Brésil est le plus grand pays d'Amérique du Sud, avec ses 190 millions d'habitants. Son économie en émergence est diversifiée. Mais une minorité de la population profite d'une structure moderne alors que la majorité vit une situation de pays en voie de développement. De plus, les disparités géographiques sont importantes entre les régions industrialisées du Sud et du Nord, plus rurales et moins densément peuplées. Un projet d'une telle ampleur se fait à plusieurs partenaires : l'organisme Développement solidaire international (DSI), le Réseau CSN de coopération internationale pour la finance solidaire et socialement responsable et l'Agence canadienne de développement international (ACDI)

Début des consultations publiques

# Politique d'égalité de la Ville de Montréal

Le 8 mars 2007, la responsable de la condition féminine au comité exécutif de la Ville de Montréal et mairesse de l'arrondissement Plateau Mont-Royal, Mme Helen Fotopoulos, rendait public le projet de politique *Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de* Montréal. Cette idée de politique d'égalité vient du consensus dégagé lors du Sommet de Montréal de 2002. Après avoir tenu un colloque à l'automne 2005, le comité exécutif confiait à un groupe de travail le soin d'élaborer ce projet de politique qui présente un état de la situation, des objectifs ainsi que des mesures à mettre en œuvre pour atteindre l'objectif d'égalité entre les femmes et les hommes.

Le projet propose cinq axes d'intervention : la gouvernance; la Ville de Montréal comme employeur; les services aux citoyennes; le développement économique et le développement international. La politique devrait être adoptée en 2008 par la ville centrale et les responsables des arrondissements.

La Commission du conseil sur le développement culturel et la qualité du milieu de vie tiendra une consultation publique sur ce projet de politique les 9 et 10 octobre.

Le Conseil central du Montréal métropolitain (CSN), représenté par la première vice-présidente, Véronique De Sève, entend déposer un avis et faire des représentations à cette commission. Plusieurs groupes de femmes se mobilisent pour participer à cette consultation afin d'enrichir le contenu de cette politique.

Comme Montréalaises, vous pouvez vous inscrire à cette consultation et consulter les documents pertinents sur le site www.ville.montreal.qc.ca (cliquez sur : La vie à Montréal - Communauté - Les ressources communautaires - Femmes et villes) ou sur le site www.ccmm-csn.qc.ca

Les réseaux d'entraide dans les syndicats

# Être à l'écoute de nos membres

Pourquoi un réseau d'entraide dans les syndicats ? Pour améliorer la qualité de vie au travail, pour soutenir ceux ou celles qui vivent des situations difficiles et pour permettre aux membres des exécutifs de se centrer sur la gestion des relations de travail et des négociations des conditions de travail.

Il arrive souvent que des membres s'adressent directement à leur exécutif en cas de détresse. Comme c'est souvent la seule ressource dont il dispose, l'exécutif doit leur venir en aide.

Peu préparé à ce rôle malgré une certaine obligation de résultat, le membre de l'exécutif se retrouve devant deux situations : trouver une façon efficace de gérer la situation ou ne pas pouvoir lui accorder l'attention nécessaire faute de moyens mis à sa disposition.

Un réseau d'entraide peut jouer ce rôle à l'intérieur d'un syndicat. Sa principale préoccupation est la qualité de vie au travail ainsi que le développement de l'entraide et de la solidarité dans le milieu de travail. Il est certain qu'il ne peut tout régler, mais il peut être d'un grand soutien auprès des personnes dans le besoin.

Si vous désirez obtenir des renseignements sur la mission des réseaux d'entraide et la façon d'en établir un dans votre milieu, n'hésitez pas à communiquer avec moi. Mieux vaut y penser maintenant avant que les problèmes surgissent ●

**Gilles Bélanger**
**Responsable régional au développement des réseaux d'entraide**
**CCMM-CSN**
**(514) 598-2222**

Semaine nationale pour une hausse du salaire minimum

# Comment survivre avec un maigre 8 $ l'heure ?

Pour le Front de défense des non-syndiqué-es, coalition qui regroupe plus de 25 groupes populaires et syndicaux voués à l'amélioration des conditions de vie et de travail des personnes non syndiquées, le salaire minimum est une réglementation du travail essentielle et un élément incontournable de lutte contre la pauvreté. Cependant, au Québec, la faiblesse des taux fixés à 8 $ l'heure pour une personne qui travaille au salaire minimum et à 7,25 $ l'heure pour les travailleuses et travailleurs à pourboire est une entrave à se sortir de la pauvreté.

En 2005, on dénombrait 148 000 travailleuses et travailleurs rémunérés au salaire minimum. De ce nombre, près de 60 % étaient des femmes et 40 % travaillaient à temps plein.

Pour sensibiliser la population à la réalité des travailleuses et travailleurs pauvres et briser les mythes voulant que certaines entreprises pourraient fermer leurs portes si le salaire minimum continue d'augmenter au Québec, le FDNS a décidé de tenir, du 1er au 7 octobre 2007, une semaine nationale pour l'augmentation du salaire minimum. Plusieurs actions seront organisées, entre autres des points de presse régionaux, un blitz de signatures de pétitions dans les stations de métro, les lieux de travail, devant les commerces et institutions financières, pétitions qui seront déposées en décembre à l'Assemblée nationale.

Le FDNS entend également demander une rencontre avec les ministres de l'Emploi et de la Solidarité sociale ainsi que du Travail pour faire valoir leur argumentaire en faveur de l'augmentation du salaire minimum ●

## Le FDNS a besoin de votre appui

Vous êtes invités à signer la pétition que vous trouverez sur le site www.ccmm-csn.qc.ca et à la faire parvenir une fois complétée au Front de défense des non-syndiqué-es, casier postal 211, succ. R, Montréal (Québec) H2S 3K9.

Pour obtenir des informations sur les activités organisées dans le cadre de la Semaine nationale pour l'augmentation du salaire minimum, communiquez avec Mélanie Gauvin, porte-parole du FDNS, au (514) 270-7863 ●

## Appui aux peuples autochtones

À l'issue du Forum social québécois, une invitation a été lancée par le chef régional de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, Ghislain Picard, de faire circuler une résolution d'appui à leurs démarches afin que le gouvernement du Canada change sa position et qu'il vote en faveur de l'adoption du texte de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones du Conseil des Droits de l'homme des Nations Unies.

Le Conseil central de Montréal métropolitain (CSN) invite ses syndicats affiliés à manifester leur appui sans réserve aux Premières Nations du Québec et du Labrador dans leurs efforts pour l'adoption de cette déclaration en incitant leurs membres à signer la pétition publiée sur le site www.ccmm-csn.qc.ca

**Des centaines de personnes ont manifesté dans le centre-ville de Montréal, le 7 septembre dernier, pour réclamer du gouvernement Harper qu'il entérine la Déclaration sur les droits des peuples autochtones adoptée le 13 septembre à l'ONU. Seuls le Canada, la Russie et la Nouvelle-Zélande ont refusé de la signer. Sur la photo à gauche, le chef régional de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, Ghislain Picard, et la présidente des Femmes autochtones du Québec, Ellen Gabriel.**

# LA PRÉVENTION ON LA PREND

# À CŒUR !

SEMAINE NATIONALE
**DE LA SANTÉ-SÉCURITÉ AU TRAVAIL**
**Du 21 au 27 octobre 2007**

CSN

Design : Gladu / Marcoux